

## Mairie de Nice

## « Faire face et être à l'offensive »

Un mois après l'élection d'Éric Ciotti comme maire de Nice, nous avons rencontré Hugues Jeffredo, secrétaire général du syndicat CGT Nice Métropole Côte d'Azur (voir encadré).

**PCA : Nice est désormais la plus grande ville de France gérée par l'extrême-droite et ses alliés. Comment se passe ce début de mandat ?**

**HJ :** Nous avons, durant la campagne des municipales, dit combien nous pensions dangereux l'accès de l'extrême-droite aux responsabilités, à Nice comme dans d'autres collectivités. Cela était pleinement cohérent avec notre rôle d'organisation syndicale, et les valeurs que nous portons à la CGT. Les premières expressions du nouveau maire sont lourdes de menaces sur le service public local, et font naître des inquiétudes chez nos collègues. Ainsi des 51 millions annoncés d'économies sur le fonctionnement, pour compenser la baisse de la taxe foncière, et celle de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Dans la foulée, on nous annonce une « adaptation des effectifs » et une « évaluation de la pertinence » des services : on ne sait pas sur quels critères cette « évaluation » sera faite... On peut craindre que cela se fasse sur des critères comptables à courte vue, aboutissant à des suppressions de postes de contractuels, des non-remplacements de départs à la retraite, des externalisations, et à une dégradation à la fois de la qualité du service et des conditions de travail de nos collègues.

**PCA : Comment la CGT s'organise-t-elle dans ce contexte ?**

**HJ :** Pour nous, il s'agit à la fois de faire face et d'être à l'offensive. Nous avons rencontré le nouveau directeur de cabinet du maire, qui était jusque-là directeur général des services du département. Nous lui avons affirmé que nous ne ferions pas de concessions sur ce qui constitue nos valeurs fondamentales, et je crois que le message est passé. Ça veut dire, en particulier, que nous serons très attentifs en ce qui concerne d'éven-



Hugues Jeffredo devant la mairie de Nice.

tuelles politiques discriminatoires en direction des usagers, et aux injonctions illégales qui pourraient être données aux agents en ce sens. Nous appelons donc tous nos collègues à la plus grande vigilance, et à faire appel à l'organisation collective en cas de problème. Nous sommes bien conscients que Nice est en quelque sorte le « laboratoire » de l'extrême-droite, et que nous sommes observés à la loupe par toute la France.

**PCA : Quels sont vos grands dossiers revendicatifs, dans la période ?**

**HJ :** Nous sommes engagés dans des négociations concernant l'augmentation du régime indemnitaire des agents des écoles, à la fois les adjoints techniques et les ATSEM<sup>(1)</sup>. Ces personnels, majoritairement féminins, qui travaillent sur de grandes amplitudes horaires et sont soumis à de nombreux facteurs de pénibilité, ont le sentiment d'être les grands oubliés de l'exécutif local. De la

même manière, nous avons entamé des pourparlers concernant les grilles des artistes de l'Opéra. Nous avons gagné une première revalorisation en 2023, qui faisait suite à une longue période d'immobilisme, et nous voulons en gagner une nouvelle aujourd'hui. D'autres discussions sont aussi en cours pour obtenir la suppression des écarts salariaux entre les femmes et les hommes, acquiescent des jours de sujétions pour certains personnels du CCAS, ou encore aménager les horaires des agents des déchetteries en période de fortes chaleurs et de canicule.

Nous avons par ailleurs mené une grande enquête auprès de nos collègues, sur les Risques Psycho-Sociaux, avec plus de 3 000 réponses. Le retour, c'est une situation alarmante dans de nombreux services, avec beaucoup de souffrance au travail, y compris de cadres. On a aussi pu constater, à travers les réponses, que beaucoup d'agents ne connaissent pas les procédures à mettre en œuvre en la matière. On va prochainement se déployer dans les services, avec un matériel qui donnera une analyse des résultats de cette enquête. Toutes ces démarches, que nous menons de front, reflètent un engagement syndical dont la seule boussole est la dé-

fense des intérêts des agents.

**PCA : Le congrès de votre syndicat va se tenir les 28 et 29 mai prochains au CLAJ de Nice. Comment le préparez-vous ?**

**HJ :** On est déjà assurés d'une forte participation de nos syndiqués, puisqu'on a plus de 150 inscrits à ce jour. Je peux vous dire que notre document d'orientation mettra notamment l'accent sur « l'éveil des consciences », et sur la lutte contre les idées et les politiques d'extrême-droite. Bien sûr, ce congrès sera un moment particulier de notre campagne des élections professionnelles dans la Fonction publique<sup>(2)</sup>, et notre ambition est de conserver et de renforcer notre première place sur nos trois entités. Nous aurons un moment particulier, durant le congrès, sur les enjeux de la formation professionnelle et du CNFPT, au moment où celui-ci fait l'objet d'un hold-up de 45 millions par le Pouvoir [voir encadré].

Propos recueillis par Ronan Lapierre

<sup>(1)</sup> Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

<sup>(2)</sup> Qui se dérouleront du 3 au 10 décembre prochains - voir notre précédente édition.

## UN SYNDICAT, TROIS ENTITÉS

Le syndicat CGT-NMCA regroupe les agents de trois entités : la Ville de Nice, la Métropole et le Centre communal d'action sociale, dont l'effectif total se monte à environ 13 000 agents. Ceux-ci sont pour l'essentiel de statut public, fonctionnaires ou non titulaires, mais certains sont de droit privé, comme les contrats aidés ou les agents des ports.

Il faut rappeler que leurs activités touchent à tous les domaines de la vie des populations : écoles et périscolaire, voirie, culture, état-civil et funéraire, sport, environnement, social...

Les régies Eau d'Azur et Lignes d'Azur, bien qu'organismes publics, ont des salariés de droit privé, et ont des syndicats CGT qui leur sont propres.